

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA QUESTION DE L'AIDE ÉCONOMIQUE AU BANGLA DESH ET DU RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME EN FAVEUR DU PAKISTAN

[Traduction]

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme le gouvernement a reconnu l'État du Bangla Desh au cours du congé parlementaire, le ministre dirait-il si le gouvernement a l'intention de fournir de l'aide à ce nouvel État pour lui permettre de résoudre ses graves problèmes économiques? Et, en outre, le gouvernement a-t-il l'intention de renouveler les programmes d'aide économique envers le Pakistan?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la réponse à ces deux questions est oui. En tout cas, nous avons provisoirement mis de côté pour le Bangla Desh une somme qui, autrement, aurait été mise à la disposition de l'ensemble du Pakistan pour y soutenir l'effort de reconstruction. Nous avons repris une fois de plus avec le Pakistan la discussion de ses nouveaux projets, ce que nous aurions fait auparavant si ce n'eût été de la guerre.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES RETARDS DANS LE VERSEMENT DES PRESTATIONS—LA RÉOUVERTURE DES BUREAUX LOCAUX

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le gouvernement a-t-il l'intention de réouvrir les bureaux d'assurance-chômage des petites et moyennes villes industrielles de l'Ontario et d'ailleurs, fermées depuis environ deux ans?

M. Ray Perrault (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, différents nouveaux bureaux ont été ouverts en fonction des besoins de différentes parties du pays. Le service téléphonique a aussi été très renforcé afin de donner plus rapidement satisfaction aux demandes faites par téléphone. Si le député a des suggestions précises à faire en ce sens j'espère qu'il les communiquera au ministre qui les examinera comme il se doit.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA DIFFÉRENCE ENTRE LES NOMBRES THÉORIQUE ET RÉEL D'EMPLOIS CRÉÉS

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Quelles mesures envisage-t-il de prendre pour réduire la différence existant entre le nombre théorique d'emplois créés dans le cadre de la loi sur les subventions du développement régional et le nombre d'emplois réels créés qui, comme il le sait, se trouvent actuellement au niveau inacceptable de 25 p. 100?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, rien ne démontre

[L'hon. M. Turner (ministre des Finances).]

qu'existera cette différence dont l'honorable député parle un peu partout sans connaissance de cause, et nous verrons probablement, lorsque les usines seront construites et que les tâches seront créées, que les emplois proposés seront exactement ceux qui seront créés.

* * *

LA SÉCURITÉ DU REVENU FAMILIAL

L'ÉTAT DES POURPARLERS AVEC LE QUÉBEC—LA PRÉSENTATION DU BILL ET LA DATE LIMITE

[Traduction]

M. Jack Marshall (Humber-St. Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que le gouvernement a déclaré que l'ancien bill C-264, concernant le régime de sécurité du revenu familial, était un point prioritaire à son ordre du jour, et étant donné qu'il a déclaré ici vendredi que des discussions étaient toujours en cours à ce sujet avec la province du Québec, quand le ministre annoncera-t-il à la Chambre les progrès qui ont été accomplis, pourquoi n'a-t-il pas présenté le bill aujourd'hui, et comment compte-t-il respecter la date limite du 1^{er} mai fixée pour l'augmentation des prestations?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le fait que des discussions sont toujours en cours avec le Québec et d'autres provinces, et qu'elles se poursuivront, ne devrait pas empêcher la présentation de ce bill. Des modifications peuvent lui être apportées, le député le sait, après sa présentation. Le gouvernement a certes l'intention de présenter ce bill à la première occasion.

• (1230)

M. Marshall: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement compte respecter la date limite du 1^{er} mai pour l'augmentation des prestations, comme le prévoit le bill?

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà indiqué au député au cours de la dernière session qu'à cause du fait que le bill avait été retardé jusqu'à la présente session il était impossible de respecter la date limite, fixée au 1^{er} mai, en ce qui a trait aux versements.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA FERMETURE DE L'USINE DE TÉMISCAMINGUE—L'OPPORTUNITÉ D'UN ENTRETIEN MINISTÉRIEL AVEC LES REPRÉSENTANTS MUNICIPAUX, SYNDICAUX ET PATRONAUX

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme on prévoit la fermeture de l'usine de pâtes dans la ville fermée de Témiscamingue où personne ne peut survivre sans cette industrie, le ministre donnera-t-il son accord à une réunion entre le représentant de la collectivité de Témiscamingue, au Québec, et les représentants syndicaux et patronaux pour étudier les diverses façons de prévenir la mort de la ville et de sa seule industrie?